

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Centre du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe 2 rue Antoine Charial, CS 33 927, 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

Prestations de gardiennage pour le site CEREMA d'Autun

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**  
**(CCAP)**

Réf : 25-001\_AC4

## Table des matières

ARTICLE 1- Objet et étendue du marché.....	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Décomposition en lots .....	4
1.3 Procédure.....	4
1.4 Nature du marché.....	4
1.5 Spécifications techniques.....	4
1-6. Prestations similaires.....	4
1.7 Disposition environnementale.....	4
1.8. Disposition sociale.....	4
Article 2- DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4 – TEXTES RELATIFS AUX ACTIVITES DE GARDIENNAGE.....	5
ARTICLE 5- RESPONSABLE DU SUIVI D’EXECUTION.....	5
ARTICLE 6- PRIX DU MARCHÉ.....	5
6.1 Nature du prix.....	5
6.2 Contenu des prix.....	5
6.3 Révision des prix du marché.....	6
ARTICLE 7 EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	6
ARTICLE 8- MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	7
8.1 Avance.....	7
8.2 Demandes de paiement.....	7
8.3 Modalités de règlement.....	8
8.4 Unité monétaire.....	8
ARTICLE 9- MODIFICATION DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 10- PENALITES.....	9
ARTICLE 11 – EQUIPE DEDIEE DU TITULAIRE.....	10
11.1 – Liens juridiques.....	10
11.2 – Travailleurs étrangers.....	10
11.3 – Compétences, tenue et liste nominative du personnel.....	10
11.4 – Demande de remplacement de personnel.....	10
11.5 – Accès aux locaux et équipements.....	11
11.6 – Carte professionnelle.....	11
11.7 – Comportement du personnel.....	12
ARTICLE 12 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	12
12.1 – Obligation de résultat.....	12

12.2 – Obligation de confidentialité.....	12
12.3 – Protection des données personnelles.....	13
12.4– Dommages aux installations.....	13
12.5- En cas d’arrêt de travail ou grève.....	13
12.6 - Plan de prévention.....	13
12.7 – Assurance du titulaire.....	14
ARTICLE 13- SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 14– OPERATIONS DE CONTROLE, VERIFICATION ET D’ADMISSION DES PRESTATIONS.....	15
14.1- Vérifications et contrôle qualité.....	15
14.2-Contrôles de la présence des intervenants.....	15
14.3- Décisions après les opérations de vérification.....	15
ARTICLE 15- CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 16– RESILIATION DU MARCHÉ.....	15
16.1 Résiliation sans faute.....	15
16.2 Résiliation pour évènements liés au marché.....	16
16.3 Résiliation pour faute.....	16
16.4 Liquidation du marché public résilié.....	16
ARTICLE 17 – DIFFERENDS.....	16

## ARTICLE 1- Objet et étendue du marché

### 1.1 Objet

Le marché a pour objet les prestations de gardiennage pour le site CEREMA d'Autun situé Boulevard Bernard Giberstein, 71400 AUTUN

### 1.2 Décomposition en lots

Sans objet.

### 1.3 Procédure

Le marché est passé suivant une procédure adaptée ayant pour objet des services de sécurité conformément aux articles L2123-1-2° et R2123-1-3° du Code de la Commande Publique (CCP).

### 1.4 Nature du marché

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande sans montant minimum et avec un maximum de 55 000 € H.T. sur la durée du marché.

### 1.5 Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Si pour la définition des spécifications techniques demandées, le CCTP fait référence à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les solutions qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document par période d'exécution.

### 1-6. Prestations similaires

L'acheteur pourra conclure avec le titulaire des marchés de prestations similaires à celles du présent marché dans les conditions fixées par l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

### 1.7 Disposition environnementale

Le titulaire du marché, devra recourir dans la mesure du possible à des matériaux issus de filières du recyclage ou gérés durablement (uniformes et tenues/ chaussures/ recours à des batteries rechargeables ou du matériel reconditionnés) pour équiper les intervenants sur le site.

Si les intervenants sont appelés à se déplacer pour le gardiennage, ils doivent privilégier la mobilité douce et/ou durable (pied, vélo, déplacement en Véhicule à faible émissions, ou voiture hybride ou électrique).

Les documents délivrés par l'entreprise dans le cadre de la prestation seront autant que possible produit sur des supports respectueux de l'environnement : support dématérialisé ou papier recyclé.

### 1.8. Disposition sociale

L'entreprise fournira, dès la demande du Cerema, à partir de la date anniversaire de la notification, toutes les pièces permettant de vérifier la bonne application des mesures à caractère sociale à laquelle l'entreprise se sera engagée dans son offre.

## Article 2- DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période ferme de 1 an à compter de la date de notification.

Le marché pourra tacitement être reconduit 3 fois pour une durée de 1 an pour chaque reconduction, sauf décision contraire de l'acheteur intervenant au minimum 3 mois avant la fin de chaque période. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

#### ARTICLE 3- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe financière n°1 à savoir le Bordereau des prix unitaires-BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe relative aux plans /photographies du site;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; ce dernier n'est pas joint au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter
- l'offre technique du titulaire ;

L'exemplaire de l'acte d'engagement, du BPU, du CCTP, du CCAP et du mémoire technique du titulaire conservés par le pouvoir adjudicateur font seul foi.

**Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.**

#### ARTICLE 4 – TEXTES RELATIFS AUX ACTIVITES DE GARDIENNAGE

Les prestations doivent être conforme aux normes françaises homologuées et aux normes applicables en France en vertu des accords internationaux, ainsi qu'à l'ensemble des lois et règlements applicables aux prestations de surveillance.

Le CCAP et le CCTP ne fournissent pas la liste exhaustive des textes applicables. Le prestataire étant un spécialiste, il est réputé connaître l'ensemble des textes régissant la profession.

#### ARTICLE 5- RESPONSABLE DU SUIVI D'EXECUTION

Le suivi technique pour l'acheteur est assuré par le responsables du site du CEREMA.

Le nom et les coordonnées du responsable seront communiqués au titulaire après la notification du marché.

#### ARTICLE 6- PRIX DU MARCHÉ

##### 6.1 Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conclues à prix unitaires fixés dans l'annexe financière, le Bordereau des prix unitaires, annexe à l'acte d'engagement.

##### 6.2 Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du CCAG- FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant notamment tous les frais et sujétions du titulaire. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

### 6.3 Révision des prix du marché

Les prix définis sont fermes la première année et révisibles annuellement en cas de reconduction, à date anniversaire du marché.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après :

$$P = P_0 * (CPF\ 80.10 / CPF\ 80.10_0)$$

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-après :

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix initial au mois M0 correspondant au mois de remise des offres fixé dans le règlement de la consultation

CPF 80.10= Identifiant 010766602 : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Services de sécurité privée. Sera pris en compte la valeur de l'indice du mois n-4 du mois d'anniversaire du marché de l'année de révision.

CPF 80.10<sub>0</sub>= Identifiant 010766602 : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Services de sécurité privée. Sera pris en compte la valeur de l'indice au mois de remise des offres fixées dans le règlement de consultation.

Le titulaire transmet ses prix révisés à l'adresse suivante : [cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr](mailto:cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr)

### ARTICLE 7 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le marché donne lieu à l'émission de bons de commande, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires, qui seront notifiés au titulaire par écrit ou par tout autre moyen, par l'acheteur.

Les commandes peuvent être adressées au titulaire dès le démarrage et jusqu'à expiration du présent marché. Les bons de commande émis pendant la durée de validité du marché peuvent être exécutés jusqu'à deux mois après la fin du marché.

Chaque bon de commande définit les dates et/ou les délais d'exécution des prestations demandées en fonction des délais sur lesquels s'engage le titulaire dans son offre.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché,
- La date du bon de commande,
- Le numéro du bon de commande – **mention obligatoire**,
- L'identification du titulaire,
- La désignation des prestations à réaliser,
- Le lieu de livraison, le cas échéant,
- Les prix unitaires et totaux HT et TTC,

- Le taux et le montant de la TVA,
- L'adresse de facturation,

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG- FCS, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception du bon de commande pour notifier ses observations à l'acheteur.

## ARTICLE 8- MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-FCS.

### 8.1 Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre, si les conditions prévues par les articles R2191-16 à 2191-19 du code de la commande publique sont satisfaites et selon les modalités prévues par ces articles : l'avance est accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'option B du CCAG-FCS s'applique.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Dans le cas où le titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché public, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

### 8.2 Demandes de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Le règlement des prestations récurrentes objets du bon de commande annuel aura lieu mensuellement dès exécution et admission des prestations

Le règlement des autres prestations non récurrentes se fera dès exécution et admission .

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- le numéro de marché,
- le numéro de bon de commande,
- le numéro de SIRET du Cerema,
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »,
- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis sur le Bon de commande envoyé,

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du Cerema, du numéro de bon de commande, du numéro de marché et du code exécutant provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Toutes les questions relatives à la facturation seront adressées à l'adresse suivante :

[sfact.bron@cerema.fr](mailto:sfact.bron@cerema.fr)

### 8.3 Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le Cerema règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la Direction indiquée dans le bon de commande.

### 8.4 Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.



## ARTICLE 9- MODIFICATION DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le CEREMA se réserve le droit de réduire le périmètre des prestations telles que décrites au CCTP.

Le CEREMA signalera par écrit au titulaire du marché, par tout moyen permettant de donner date certaine, toute modification de périmètre au présent marché pouvant intervenir dans les cas suivants:

Ces modifications mineures peuvent notamment intervenir dans les cas suivants :

- Modifications particulières dans le fonctionnement des services de l'établissement.
- Travaux au sein des bâtiments entraînant des modifications dans la circulation, du personnel et des véhicules.
- Travaux modifiant les points d'accès et les issues dans le site.
- Affectation auprès de l'établissement d'agents pour ce type de prestations.
- Toutes nouvelles contraintes inhérentes à l'exploitation du site.

Le titulaire sera avisé de la décision de modification des prestations un mois avant la date de prise d'effet de la mesure par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai peut être réduit dans le cadre d'une situation d'urgence.

Ces évolutions peuvent entraîner une variation de plus et ou moins 5% en montant, sans incidence financière sur le marché.

## ARTICLE 10- PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Elles sont retenues par précompte sur les sommes dues au titre du présent marché.

Motifs	Pénalités
Manquement à l'organisation du gardiennage : retard d'un garde pour sa prise de poste ou non-respect des rondes fixées, appels non pris en charge, dysfonctionnement de la télésurveillance, compte-rendu ou main courante non rempli, inexécution d'une prestation	150 € par manquement Constaté
Présence de personnel non agréé par le responsable du site concerné	100 € par personne et par jour
Retard d'intervention sur alarme par rapport au délais fixé dans le mémoire technique . Le point de départ de ce délai est constitué par l'appel de la société de télésurveillance au titulaire. Son point final est l'arrêt de l'alarme par le titulaire.	50 € par ½ heure de retard (Toute ½ heure entamée sera réclamée dans son intégralité)
Retard d'intervention en cas de ronde par rapport au délais fixé dans le mémoire technique . Le point de départ de ce délai est constitué par l'appel du Cerema au titulaire.	50 € par ½ heure de retard (Toute ½ heure entamée sera réclamée dans son intégralité)

Son point final est le début de la ronde.	
Non port de la tenue vestimentaire prévue	50 € par jour
Absence du titulaire à une réunion	100 € par réunion concernée
Manquement aux obligations en matière de sécurité des travailleurs	100 € par jour appliqué après constatation par le Cerema
Non remise d'une clé ou d'un badge en fin de marché ou perte en cours de marché	50 € par élément non remis ou perdu
En cas de non-respect d'un de ses engagements contractuels, et dans le cas où cette défaillance n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique prévue au présent contrat,	pénalité forfaitaire de 80 euros net de taxe par manquement constaté.

## ARTICLE 11 – EQUIPE DEDIEE DU TITULAIRE

### 11.1 – Liens juridiques

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pendant toute la durée d'exécution du marché public.

### 11.2 – Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée.

### 11.3 – Compétences, tenue et liste nominative du personnel

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 15 jours maximum à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel et impérativement tenue à jour et transmise au responsable du site tous les 6 mois.

Le titulaire doit justifier en permanence d'un personnel suffisant pour assurer la bonne exécution des prestations, conformément aux dispositions du CCTP et aux éléments indiqués dans le mémoire technique.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment les tenues de travail comportant le nom de la société et le badge d'identification qui doivent être portés en permanence.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel des représentants du Cerema. Tout remplaçant de ce responsable est présenté sans délai.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail.

#### 11.4 – Demande de remplacement de personnel

L'acheteur se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché public, de solliciter par tous moyens permettant d'accuser réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations. Le titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception de la demande, à lui proposer un remplaçant de compétences au moins équivalentes. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du titulaire, pour quelque cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de l'intervenant ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

Quelle qu'en soit la cause, le titulaire est par ailleurs tenu d'informer le Cerema de tout nouvel intervenant affecté à l'exécution des prestations et doit veiller à la mise à jour de la liste nominative du personnel.

Le titulaire doit fournir au Cerema, à sa demande, tous les justificatifs relatifs à la compétence des intervenants.

En toute hypothèse, le silence gardé par le Cerema dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de notification par le titulaire de la proposition d'un remplaçant vaut acceptation du remplaçant ou nouvel intervenant proposé. En cas de refus porté à la connaissance du titulaire dans ce même délai, le titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du Cerema.

#### 11.5 – Accès aux locaux et équipements

Le personnel du titulaire est tenu d'observer les consignes et les règles appliquées au personnel du Cerema.

Le titulaire doit doter son personnel d'un vêtement de travail conformément aux textes en vigueur. Tout agent non revêtu de son vêtement de travail adapté aux conditions climatiques, démuné de son badge ou présentant une tenue négligée ne sera pas admis sur le site.

En sus, il est demandé au personnel du titulaire de porter systématiquement lors de chaque prestation une chasuble de sécurité qui permettra de l'identifier.

Le titulaire disposera de clé permettant l'accès aux sites, ces éléments devront impérativement être remis au Cerema à la fin du marché.

#### 11.6 – Carte professionnelle

Les dispositions du Code de la sécurité intérieure (CSI) s'appliquent.

Tout candidat à l'emploi pour exercer l'activité privée de sécurité définie à l'article L. 621-1 du CSI ou tout employé participant à l'exercice de cette activité communique à l'employeur le numéro de la carte professionnelle qui lui a été délivrée par le directeur du Conseil national des activités privées de sécurité.

Cette carte mentionne les nom, prénom, date de naissance et activité du titulaire, la raison sociale et l'adresse de l'employeur ainsi que l'autorisation administrative prévue à l'article L. 622-9 du CSI.

La carte professionnelle remise à l'employé par son employeur doit être présentée à toute réquisition d'un agent de l'autorité publique et restituée à l'employeur à l'expiration du contrat de travail.

Il en résulte que le port de la carte doit être effectif dès le début de la première prise de service sur le site et que les personnels du Cerema ont pour instruction de refuser sur leur site tout employé du titulaire qui, dès sa première vacation, ne serait pas porteur de cette carte.

#### 11.7 – Comportement du personnel

Le personnel du titulaire est soumis à une obligation de réserve, à l'égard du personnel du Cerema.

Le titulaire garantit l'intégrité et la probité de son personnel. De ce fait, il s'engage à respecter et à faire respecter les interdictions suivantes qui lui sont faites :

- Provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux de travail,
- Manquer de respect au personnel du Cerema ou des demandeurs d'emploi,
- Distribuer des brochures, tracts ou journaux,
- Introduire de la marchandise destinée à être vendue,
- Sortir des établissements des objets ou des documents dont le Cerema est propriétaire,
- Procéder à des vols ou à des détériorations, utiliser à des fins personnelles, sans accord préalable du Cerema, les moyens divers mis à leur disposition ou auxquels il a accès, introduire et/ou consommer dans les locaux de la drogue ou des boissons alcoolisées, sortir des locaux des objets qui lui sont confiés pour l'exercice de ses fonctions.

Cette liste n'étant pas exhaustive.

Le personnel du titulaire ne sollicite pas le Cerema pour des problématiques relevant du titulaire.

Indépendamment des obligations dont le titulaire devrait personnellement répondre de son propre chef ou de celui de ses préposés, il répondra des mises en cause auxquelles le Cerema pourrait être exposé en raison de la survenance des interdictions listées ci-dessus.

### ARTICLE 12 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE

#### 12.1 – Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la qualité des prestations effectuées pour le Cerema, conformément au présent marché.

Les autocontrôles demandés doivent permettre au titulaire de s'assurer de cette obligation.

Le Cerema effectuera les contrôles prévus au présent CCAP en guise de vérification de cette obligation.

### 12.2 – Obligation de confidentialité

Les observations de l'article 5 du CCAG-FCS, relatives aux obligations de confidentialité et aux mesures de confidentialité sont applicables au présent marché. Le personnel devra notamment respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées via le responsable du site pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens.

Le non-respect de ces obligations pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

### 12.3 – Protection des données personnelles

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, le Cerema et le titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Pour les traitements mis en œuvre par le Cerema, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données du Cerema, par courriel à l'adresse suivante : [rgpd.dg@cerema.fr](mailto:rgpd.dg@cerema.fr). Pour les traitements mis en œuvre par le titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées au Cerema à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, le Cerema et le titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

### 12.4– Dommages aux installations

Le titulaire est responsable à l'égard du Cerema de tous les dommages, dégâts, incendies et autres causes, résultant notamment de la négligence de son personnel, de ses manquements dans l'exécution du marché public ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

Il est expressément convenu que le Titulaire est entièrement responsable :

- De son personnel de tous grades ou autre personne travaillant sur le site, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ;
- Des conséquences de tout accident survenu de son fait ou du fait de son personnel ;
- Des vols et dégradations qui pourraient être commis par celui-ci ;
- Des dégâts et dommages survenus au Cerema, sur ses locaux ou matériels, ses salariés ou tout tiers à l'occasion de l'exécution des prestations.

### 12.5- En cas d'arrêt de travail ou grève

Le titulaire est tenu d'assurer, à la demande du pouvoir adjudicateur et dans le cadre de prestations exceptionnelles, une continuité de service en cas d'arrêt de travail ou de grève dans l'entreprise et ce, dès le premier jour de grève.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'impossibilité du titulaire d'exécuter intégralement et correctement les prestations dues au titre du marché, le pouvoir adjudicateur pourvoira à son besoin par tout moyen aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

Dans ce cas, ces mesures seront limitées à la durée de la grève.

### 12.6 - Plan de prévention

Conformément à la réglementation en vigueur, il sera mis en place un plan de prévention entre la personne publique et le titulaire (sur la base d'un projet de plan préparé par le titulaire) dans le premier mois d'exécution du marché.

Le titulaire tiendra à la disposition de la personne publique, et sur simple demande écrite :

- les effectifs affectés,
- le nom du responsable.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, la personne publique se réserve le droit de prendre rapidement toute mesure utile aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

La personne publique aura la liberté de faire cesser immédiatement toute prestation jugée dangereuse et non sécurisée pour les personnels du titulaire.

### 12.7 – Assurance du titulaire

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ;
- De la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

Au plus tard dans la veille du jour de l'expiration de son attestation d'assurance, le titulaire devra remettre au Cerema une attestation d'assurance valable pour la période suivante.

Les garanties dont il bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

Tout sinistre entraînant la responsabilité du titulaire devra être déclaré au siège de cette société par lettre recommandée, avec avis de réception, dans les cinq (5) jours de l'événement.

### ARTICLE 13- SOUS-TRAITANCE

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet au Cerema par mail ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du présent CCAP.

Le Titulaire du marché public reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelconque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Cerema.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

## ARTICLE 14– OPERATIONS DE CONTROLE, VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

### 141- Vérifications et contrôle qualité

Les opérations de vérifications portent sur les prestations fournies et le respect des spécifications du marché. Elles s'effectuent pendant la réalisation de la prestation. Elles sont effectuées par le représentant de l'établissement dûment habilité en présence du titulaire, l'absence de celui-ci ne fait pas obstacle à la validation des opérations.

### 14.2-Contrôles de la présence des intervenants

Le titulaire procédera aux contrôles qualités permettant de s'assurer de la bonne exécution de l'ensemble de la prestation (horaire d'intervention, respect des cheminements (pointeaux), remontées des anomalies. Le Cerema procédera à des contrôles aléatoires ou ciblés sur l'exécution de la prestation.

### 14.3- Décisions après les opérations de vérification

A l'issue des opérations de vérifications, l'acheteur via son représentant prononce l'admission mensuelle des prestations avec ou sans réfaction conformément au CCAG-FCS.

A défaut de décision d'admission dans un délai de 10 jours après l'achèvement de la prestation celle-ci est réputée admise.

## ARTICLE 15- CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- À ses coordonnées bancaires.

A cet effet, le titulaire fait parvenir au Cerema, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

## ARTICLE 16– RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

### 16.1 Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour :

- Des évènements extérieurs au marché (article 39 du CCAG-FCS)
- Un motif d'intérêt général (article 42 du CCAG-FCS)

### 16.2 Résiliation pour évènements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des évènements liés au marché, conformément à l'article 40 du CCAG-FCS.

### 16.3 Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-FCS et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

### 16.4 Liquidation du marché public résilié

Le marché public résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont le Cerema accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision du Cerema et notifié au titulaire.

Sans attendre la liquidation définitive, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché public, hors indemnisation éventuelle du titulaire. Si le solde que fait apparaître la liquidation provisoire est créditeur, le Cerema mandate au profit du titulaire 80% du montant de ce solde ; si le solde est débiteur, le Cerema exige du Titulaire le reversement immédiat de 80% de ce solde.

## ARTICLE 17 – DIFFERENDS

En cas de règlement contentieux entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG-FCS 2021, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.